



**General Assembly**

Distr.  
GENERAL

A/HRC/9/22/Add.1  
20 August 2008

ENGLISH/FRENCH ONLY

HUMAN RIGHTS COUNCIL

Ninth session

Agenda item 3

**PROMOTION AND PROTECTION OF ALL HUMAN RIGHTS, CIVIL,  
POLITICAL, ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS,  
INCLUDING THE RIGHT TO DEVELOPMENT**

**Report of the Special Rapporteur on the adverse effects of the illicit  
movement and dumping of toxic and dangerous products and  
wastes on the enjoyment of human rights, Okechukwu Ibeanu**

**Addendum**

**SUMMARY OF COMMUNICATIONS SENT AND REPLIES  
RECEIVED FROM GOVERNMENTS AND OTHER ACTORS\***

**CONTENTS**

	<i>Paragraphs</i>	<i>Page</i>
Introduction .....	1 - 4	2
CASES SUBMITTED FOR THE ATTENTION OF THE SPECIAL RAPPORTEUR .....	5 - 27	2
France .....	5 - 15	2
Niger .....	16 - 27	4

---

\* The present report is submitted after the deadline in order to reflect the most recent information received. It is being circulated in the languages of submission only.

## **Introduction**

1. In accordance with Commission on Human Rights resolution 2005/15, the Special Rapporteur on the adverse effects of the illicit movement and dumping of toxic and dangerous products and wastes on the enjoyment of human rights was mandated by the Commission (mandate assumed by the Human Rights Council, pursuant to its resolution 5/1) to receive communications from individuals or groups who allege that their human rights have been violated by the illicit movement and dumping of toxic and dangerous products and wastes.
2. The present addendum contains a short summary of communications sent by the Special Rapporteur, jointly with other special procedure mandate-holders of the Human Rights Council. The Special Rapporteur had previously presented a communications report for the attention of the Human Rights Council during the seventh session earlier this year (A/HRC/7/21/Add.1).
3. The communications sent are from the period 15 October 2007 to 11 June 2008 and government replies for the period of 22 January 2008 to 28 July 2008.
4. The Special Rapporteur would like to thank all Governments that have responded to his communications and for their collaboration. He would also like to request Governments that have not responded, to do so and to address all concerns raised in each communication.

## **CASES SUBMITTED FOR THE ATTENTION OF THE SPECIAL RAPPORTEUR**

### **France**

#### **Communication envoyée**

5. Le 30 novembre 2007, le Rapporteur spécial sur les effets néfastes des mouvements et les déversements illicites des produits toxiques et dangereux et les déchets, sur la jouissance des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones ont envoyé une lettre se référant à l'impact des activités illégales des orpailleurs sur la situation des autochtones Wayanas et Emerillons des villages Kayodé et Elahé, sur les rives de la rivière Waki-Tampok, dans la commune de Maripasoula en Guyane française.
6. Selon les allégations, les activités des chercheurs d'or pollueraient les eaux de la rivière causant la migration des poissons vers des zones moins polluées ce qui affecterait grandement ces populations, pour qui la pêche constitue la principale activité traditionnelle de subsistance et une source importante de leur alimentation. Par ailleurs, le gibier, qui est aussi vital pour ces populations, se ferait de plus en plus rare en raison de la pratique de la chasse par les orpailleurs.
7. Les membres de ces communautés seraient également intoxiqués par la consommation des poissons infectés au mercure. Des études réalisées dans les villages de Kayodé et Elahé auraient révélé, dans quelques familles, un niveau d'imprégnation situé entre 17 et 20 microgrammes par gramme, ce qui est très au-dessus des seuils tolérables fixés par l'Organisation mondiale de la Santé. Les conséquences chez les jeunes enfants ont été mises en lumière par des études menées par les instances de santé des pouvoirs publics qui auraient révélé des retards psychomoteurs

dans la marche et l'acquisition du langage chez les enfants ainsi que des altérations des fonctions visuelles et motrices. Un nombre anormal de malformations natales et de grossesses non abouties aurait également été observé dans ces villages.

8. Selon les informations que reçues, le 25 septembre 2007, la chef coutumier du village de Kayodé, Mélanie Aliman He, avec des membres du village, aurait tenté d'empêcher des pirogues d'orpailleurs de remonter vers le haut de la rivière Waki-Tampok. Les orpailleurs auraient alors tiré en leur direction blessant ainsi un membre de la communauté. Par ailleurs, il est rapporté qu'un habitant du même village aurait reçu des coups de fusil alors qu'il pêchait.

9. Le 27 février 2007, le décret n°2007-266 aurait officialisé la création d'un parc national en Guyane dénommé « Parc amazonien de Guyane ». Ce Parc comprendrait 5 des 22 communes de la Guyane, parmi celles-ci, Maripasoula. Le centre du Parc a pour objectifs de protéger les sources des fleuves de la Guyane et de permettre aux communautés d'habitants de préserver et de valoriser leurs cultures, dans leurs aspects séculiers et spirituels, de garantir la pérennité de leurs pratiques de subsistance et d'associer les autorités coutumières à la gestion du territoire. Les villages de Kayodé et Elahé n'auraient pas été retenus pour faire partie de ce centre du Parc malgré les requêtes déposées par ces peuples autochtones et les conclusions de la Commission d'enquête publique. Cette exclusion laisserait ainsi ces populations vulnérables face à l'activité minière dont l'interdiction ne s'applique qu'au centre du Parc.

### **Communication reçue**

10. Dans sa réponse du 21 février 2008, le Gouvernement français souligne que la situation des populations amérindiennes habitant les deux villages de Kayodé et Elahé est indissociable de l'existence d'une immense forêt couvrant près de 96 % du département et reconnaît que les populations de l'intérieur de la Guyane souffrent d'un certain nombre de difficultés, notamment l'existence d'une activité clandestine d'orpaillage. À ce propos, le Gouvernement signale que des actions et une réglementation spécifiques ont progressivement été mises en place au bénéfice des populations autochtones afin de prendre en compte et de respecter la réalité géographique et coutumière de la Guyane.

11. En ce qui concerne les problèmes de santé allégués, le Gouvernement reconnaît l'existence de rejets de mercure dans l'environnement et, notamment, dans certains cours d'eau et fleuves, et l'exposition des populations amérindiennes au risque mercuriel. Afin de faire face à cette situation, le Gouvernement a mis en place des politiques de prévention des risques pour la santé et organisé des séminaires avec les acteurs locaux afin de mettre en œuvre des programmes d'actions globales visant à réduire l'imprégnation mercurielle à l'horizon 2008. Concernant les malformations congénitales signalées chez les enfants amérindiens, le Gouvernement déclare avoir mené plusieurs enquêtes, montrant que la prévalence des malformations n'est pas différente de la prévalence de base admise par la communauté scientifique et qu'il n'est pas possible d'établir un lien entre ces malformations et les effets du mercure.

12. La communication du Gouvernement français indique par ailleurs que des dispositifs législatifs et réglementaires répressifs et des moyens humains et matériels accrus ont été déployés pour lutter contre l'orpaillage clandestin. Dans le secteur de Kayodé, les autorités auraient détruit du matériel d'orpaillage clandestin pour une valeur estimée à 2 millions d'euros.

13. Le Gouvernement français reconnaît l'existence de conflits entre orpailleurs et populations autochtones. De fait, il fait référence à des incidents qui ont eu lieu dans la nuit du 16 octobre 2007 et dont l'origine serait un vol commis par les Amérindiens trois jours plus tôt. En outre, le Gouvernement français fait savoir que certaines populations amérindiennes auraient instauré une « taxe de droit de passage » imposée aux orpailleurs clandestins.

14. Au sujet de l'exclusion des populations des villages de Kayodé et Elahé du centre du « Parc amazonien de Guyane », le Gouvernement français indique que les démarches nécessaires à une extension du cœur du parc seront engagées prochainement par l'établissement public du Parc, au Conseil d'administration duquel les populations amérindiennes sont représentées ainsi qu'au sein du Comité de vie locale.

### **Observations**

15. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement d'avoir répondu à sa communication.

## **Niger**

### **Communication envoyée**

16. Le 10 octobre 2007, le Rapporteur spécial sur les effets néfastes des mouvements et les déversements illicites des produits toxiques et dangereux et les déchets, sur la jouissance des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, le Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint et l'expert indépendant sur les questions relatives aux minorités ont envoyé une lettre concernant l'impact des activités minières réalisées sur les territoires habités depuis des temps ancestraux par les populations nomades touarègues du Nord-Niger dans la région d'Agadez ainsi que sur l'environnement de ces populations. Selon les informations reçues, le groupe français Areva (anciennement Cogema) exploiterait des mines d'uranium dans la région d'Agadez par l'intermédiaire de ses filiales nigériennes : la société des mines de l'Aïr (SOMAIR) et la compagnie minière d'Akouta (COMINAK). La SOMAIR exploiterait la mine d'Arlit à ciel ouvert depuis 1969 et la COMINAK la mine d'Akokan depuis 1974. Les concessions d'Arlit et d'Akokan affecteraient une aire totale de 375 km<sup>2</sup>, couvrant en grande partie les territoires de chefferies touarègues du Nord-Niger.

17. Selon les allégations, l'exploitation minière aurait comme conséquence immédiate la destruction par les rejets radioactifs des espaces forestiers et pastoraux, desquels les communautés touarègues dépendent traditionnellement pour leurs activités de subsistance. Les nappes phréatiques et les puits seraient également pollués par le rejet de l'eau de nettoyage du minerai.

18. La main d'œuvre dans ces mines, qui serait presque exclusivement constituée des nomades touaregs, n'aurait pas été informée des questions de sécurité et des risques liés à la radioactivité. Il est également rapporté que, faute de sensibilisation, les travailleurs descendaient dans les mines avec leurs propres vêtements et, en regagnant leur domicile sans avoir changé de vêtements exposaient ainsi leurs familles. Selon un rapport publié en 2005 par la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, la charge en uranium dans les villes d'Arlit et d'Akoka dépasserait de 7 à 78 fois les normes internationales de potabilité. De nombreux cas de maladies et de décès auraient été recensés depuis les années 1970.

19. Selon les informations reçues, en mai 2007 de nouvelles concessions minières auraient été accordées à des sociétés étrangères dans le bassin de Tim Mersoï, dans la région d'Agadez. La superficie de l'ensemble de ces concessions serait d'environ 90 000 km<sup>2</sup> et affecterait aussi les terres traditionnelles des communautés touarègues, qui n'auraient été ni informées ni consultées au sujet de ces nouvelles implantations minières sur leurs territoires. Il y aurait eu des tentatives de les expulser de ces territoires et aucune mesure n'aurait été prévue pour compenser les communautés affectées par l'impact de ces nouvelles activités minières.

### **Communication reçue**

20. Dans sa réponse du 6 décembre 2007, le Gouvernement nigérien énumère les textes juridiques qui réglementent toutes les questions liées aux ressources naturelles, y compris aux droits des pasteurs sur l'espace de pâturage, l'utilisation des points d'eau en zone pastorale et la réglementation d'hygiène du milieu et les règles d'hygiène publique.

21. Le Gouvernement nigérien indique que l'ordonnance n°93-015 du 2 mars 1993 fixe le cadre juridique des activités agricoles, sylvicoles et pastorales, et détermine les autorités compétentes pour trancher les litiges y afférents. On y stipule d'ailleurs que les droits qui s'y exercent bénéficient d'une égale protection, qu'ils résultent de la coutume ou du droit écrit.

22. Quant aux terroirs d'attache des pasteurs, au vu de la législation en vigueur, il ressort qu'aucune communauté nigérienne ne peut s'arroger, sur le territoire national, un *supra* droit sur les ressources naturelles qui, en principe, font partie du patrimoine commun de la nation.

23. Par rapport aux activités d'exploitation minière, le Gouvernement indique qu'en vertu des clauses contractuelles contenues dans les concessions et l'article 113 de l'ordonnance n°93-016 du 2 mars 1993, le titulaire d'un permis de recherches ou d'exploitation sera autorisé par arrêté à occuper les terrains qui seraient nécessaires à son activité de recherches ou d'exploitation et aux industries qui s'y rattachent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre du permis, dans les conditions fixées par réglementation. En ce qui concerne les carrières, l'arrêté d'ouverture et d'exploitation des carrières autorise aussi l'occupation des terrains nécessaires.

24. En ce qui concerne, les compensations pour les communautés expulsées, la législation nigérienne stipule que les frais d'indemnisation et, d'une façon générale, toutes les charges résultantes de l'application des articles 113, 114 et 115 de l'ordonnance n°93-016 du 2 mars 1993 sont supportés par le titulaire intéressé.

25. Le Gouvernement nigérien rappelle aussi les dispositions de la législation en matière de consommation d'eau et de dégradation de l'environnement.

26. Par ailleurs, le Gouvernement souligne qu'il existe des dispositions relatives à l'hygiène publique et à la gestion de l'environnement. Conformément à cette législation les activités ayant des incidences sur les milieux naturel et humain sont soumises à une autorisation préalable du Gouvernement et font l'objet d'études d'impact environnemental. Aussi, la loi nigérienne établit un principe de prévention à la source des atteintes environnementales, un principe de pollueur-payeur et de responsabilité.

### **Observations**

27. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement nigérien pour sa réponse à la lettre du 10 octobre 2007 et continue de suivre avec intérêt l'évolution de la situation dans la région d'Agadez.

-----